



GOVERNANCE

La gouvernance institutionnelle demeure un grand défi en Haïti. Les recettes de l'Etat couvrent à peine les besoins opérationnels des ministères et des entités publiques, et le Plan d'investissement triennal (PTI) pour 2014-2016 dépend fortement des bailleurs et des prêts de Pécaribe. L'accès aux services de l'Etat reste insuffisant et varie largement d'une région à l'autre. Cependant, certains pas positifs ont été franchis. La première rencontre internationale du Cadre pour la coordination de l'aide au développement externe en Haïti (CAED) a eu lieu le 10 mai 2013. Ceci représente une avancée significative vers un meilleur alignement des fonds externes avec les priorités du gouvernement. Le programme de réforme de l'Etat a aussi progressé.

FAITS ET CHIFFRES

AU NIVEAU CENTRAL

Etablissement du Collège transitoire du Conseil électoral permanent (CTCEP) en avril 2013.

8 700 personnes ont participé à 121 forums municipaux ou communautaires sur la gouvernance à travers le pays. (1)

Mise en place du Groupe de bailleurs pour le renforcement de la gouvernance locale (GBGL), un mécanisme de coordination de l'aide à la gouvernance locale. (2)

Renforcement de l'Inspection judiciaire à travers le plan 'PACTE Justice' de renforcement des capacités, qui gère la planification quinquennale des budgets des Directions et Services du ministère de la Justice. (3)

Le Cadre pour la coordination de l'aide au développement externe en Haïti a fait un bond en avant en 2013 avec la

première réunion de son Comité de l'efficacité de l'aide (CEA). Mis en œuvre par le ministère de la Planification et de la coopération externe, le CEA, un forum stratégique regroupant le gouvernement haïtien et ses partenaires financiers, a identifié les actions prioritaires pour un développement efficace et durable. Le module de gestion de l'aide externe, une base de données sur le financement international, est désormais en ligne et devrait contribuer à améliorer la gestion de l'aide externe et son intégration dans le budget de l'Etat. (4)

Mise en œuvre des programmes informatisés de l'initiative SIGOB – un outil politique et informatisé de gestion des interactions d'une institution publique – à la Primature et au ministère de la justice, faisant ainsi la promotion du renforcement de leur pouvoir exécutif. (5)

AU NIVEAU DEPARTMENTAL

Assistance technique au développement, à l'analyse et à la validation de 140 budgets municipaux, et développement de plans d'action pour 40 municipalités et 42 vice-délégations sur la base d'un diagnostic institutionnel participatif. (6)

14 bâtiments municipaux, 1 délégation et 2 vice-délégations construits avec le soutien des Nations Unies. (7)

Formation des 75 inspecteurs et officiers de planification du ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle (MENFP). Toutes les 10 structures décentralisées du MENFP sont renforcées pour améliorer la régulation, la planification, la gestion du budget et la gouvernance. (8)

Réhabilitation du Bureau de la protection civile dans le département de l'Ouest. (9)

Soutien au ministère de l'Intérieur et des collectivités territoriales pour le développement et la mise en œuvre du Programme d'intervention Nord & Nord-est (PINNE) comprenant le recrutement et la formation de 112 postes municipaux clés. (10)



DEFIS ET PERSPECTIVES

Si des progrès encourageants ont été accomplis en 2013, de nombreux défis demeurent, notamment la mise en œuvre de la réforme de l'administration publique, des finances publiques et le développement de processus de passation de marchés plus transparents. En 2014, il est crucial que le gouvernement finalise les réformes initiées lors des deux dernières années.

Tous les acteurs en Haïti, et particulièrement les partenaires internationaux, dont l'ONU, devraient accompagner les institutions de l'État et la société haïtienne dans le renforcement accru de leurs capacités afin de faciliter l'émergence d'un vrai leadership national sur les questions de développement.

Cette priorité transversale sera prise en compte lors de la révision du Cadre stratégique intégré du système des Nations Unies en Haïti pour 2013-2016, de manière à l'aligner encore plus avec les priorités du gouvernement 2014-2016.